

# ENSEMBLE

LE JOURNAL DES ÉLUS DU COMITÉ  
SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

N°22 - MARS 2022

**GSE**  
RATP INFRASTRUCTURES



Séance du 16 décembre 2021

# La nouvelle équipe du CSE s'organise

À lire pages 4 et 5

**Et aussi :** Page 2 Le grand bond d'Omicron Page 3 L'encadrement sous la menace  
Page 3 Mobilisation des nuitoux Pages 6 et 7 Le LEM au ban d'essai

# édito ÉLAGAGE EN VUE ?

par **Éric Turban**,  
secrétaire du  
Comité Social et  
économique RATP  
Infrastructures



Le premier avis émis en 2022 par le CSE a porté sur les activités du contrôle commande signalisation (2nd regard sécurité) au sein de l'entité de qualification des systèmes. Les élus en ont pris acte, avec le souci des 54 agents concernés, tel que l'exprime l'avis adopté à la quasi unanimité dont vous pouvez lire ci-contre un extrait.

Encore une réorganisation ! Au-delà du dossier, c'est la préoccupation qui domine le début 2022. Pas moins de quatre intersyndicales se sont tenues au mois de janvier sur des réorganisations, avant leur examen prochain en séance du CSE. Non seulement le rythme déjà soutenu en 2021 se maintient, voire accélère en cette première partie d'année, mais on voit aussi se dessiner un projet d'ensemble.

Après la mise en place de RATP Infrastructures, les directions de l'entreprise et du département passent à une nouvelle phase, caractérisée par un resserrement des forces en central au détriment des unités de terrain, autrement dit du tronc contre les branches.

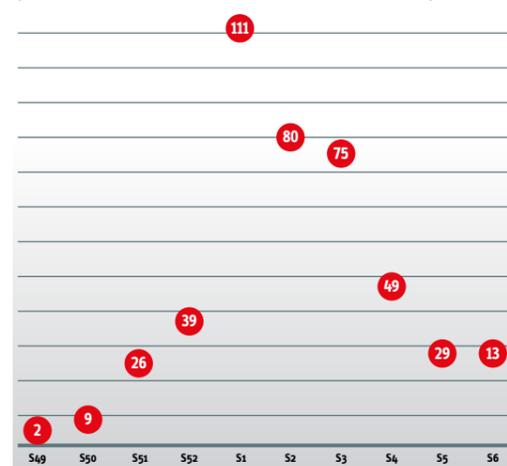
Il ne s'agit bien entendu pas d'une lubie de la part de l'entreprise, mais d'une mise en ordre réfléchie alors que les mises en concurrence actuelles RATP 2023 ou à venir (au plus tard fin 2024 pour la totalité du réseau bus) sont omniprésentes dans les esprits. Filialisation, externalisation... Une fois dépouillées, les branches se coupent plus facilement.

## OMICRON ÇA MONTE VITE !

### NOMBRE DE CAS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ÉPIDÉMIE

| Direction            | Unité | Cas avérés |
|----------------------|-------|------------|
| <b>DGOA</b>          | CT    | 118        |
|                      | ESO   | 52         |
|                      | TDE   | 137        |
|                      | VOIE  | 140        |
| <b>Total DGOA</b>    |       | <b>447</b> |
| <b>DPI</b>           | CPI   | 45         |
|                      | ISE   | 45         |
|                      | OIT   | 100        |
|                      | STF   | 82         |
| <b>Total DPI</b>     |       | <b>272</b> |
| <b>FC</b>            | FC    | 51         |
| <b>Total général</b> |       | <b>770</b> |

### NOMBRE DE NOUVEAUX CAS PAR SEMAINE (MI-DÉCEMBRE À MI-FÉVRIER)



## ET ICI, COMMENT ÇA VA ?

# LA NUIT SE LÈVE

La renégociation du protocole « nuit » a commencé le 26 janvier, après notamment le dépôt d'un préavis de grève cet automne. Environ 2050 agents RATP sont reconnus « travailleurs de nuit » (au moins un tiers du temps de travail en horaires de nuit), dont autour de 720 à RATP Infrastructures où le mouvement de revendication a grandi, formant une vague de fond qui s'est étendue à toute l'entreprise dont la maintenance, avec la rédaction de cahiers revendicatifs et la constitution d'un groupe de travail syndical interdépartemental. Le protocole date de 2013. La prime de nuit, par exemple, n'a pas été revalorisée depuis 2015. Mais les revendications forment un tout, portant sur les rémunérations (points de nuit, primes de nuit, de panier, allocation de déplacement), le déroulement de carrière (échelle d'avancement) et la qualité de vie au travail (relèves et TC). La détermination est forte, y compris dans l'encadrement. « On nous en demande toujours plus, explique David Lecler, trésorier du CSE et 3/8 à TDE. Les conditions sont pourtant plus avantageuses actuellement dans le privé, que choisissent les collègues bien plus souvent que le contraire ! » Sur les mêmes contrats, la différence de rémunération est estimée à 30 %. Pas étonnant que la RATP peine à embaucher. La direction souhaitait englober les discussions dans les négociations annuelles obligatoires (NAO). La mobilisation et la détermination sans faille des nuiteux l'a contrainte à ouvrir une négociation spécifique prévue pour s'achever avant la fin mars.

## AVIS

### Réorganisation du « 2<sup>nd</sup> regard sécurité » au sein de l'entité de qualification des systèmes

« Cette adaptation de l'activité met en exergue un manque de perspective d'avenir pour certains agents. Le lissage de la charge de travail est aussi une inquiétude. D'ailleurs, il se peut que des ajustements interviennent pour adapter les effectifs à la charge. Nous vous demandons d'informer l'instance en cas d'écart entre la présentation et le réel.

Côté risques psycho-Sociaux, la conclusion favorable de l'analyse ne reflète pas selon nous les réponses aux questionnaires, et met en exergue l'anxiété qui règne dans cette équipe. »

#### POUR : 22

(15 CGT, 1 FO-SUD, 4 CFE-CGC, 2 UNSA)

#### ABSTENTION : 2

(1 FO-SUD, 1 UNSA)

## ÉCONOMIE

# UNE BOMBE DANS L'ENTREPRISE



Les discussions ont commencé le 19 janvier sur la refonte de la politique de rémunération de l'encadrement à la RATP. C'est un sujet majeur pour notre département dont l'effectif est composé aux deux tiers d'agents de maîtrises et de cadres. Mais c'est aussi un cheval de Troie du projet d'une entreprise de moins en moins publique, organisant des rapports concurrents voire conflictuels entre les catégories de personnel. Tout le monde se trouve donc directement ou indirectement concerné.

La direction a dénoncé cet automne l'accord (RDCE) au profit d'un dispositif qui a eu l'effet d'une

bombe et fait l'unanimité contre lui. Suppressions des grilles, échelons, commissions... Soit la fin des repères collectifs, le choix de l'individualisation et de l'opacité.

Sept réunions sont au programme jusqu'en mai. L'ordre des douze thématiques en discussion révèle à lui seul où la direction entend parvenir. Peut-on parler dans ces conditions de négociation ? Pas question par exemple de commencer par évoquer l'ancienneté dont il ne serait à l'avenir plus question.

C'est le lien entre qualification et salaire que la direction veut en définitive trancher pour lier la rémunération aux résultats

de l'entreprise ou (désormais) à d'obscurs objectifs. Avec chaque année une enveloppe dédiée à l'avancement et la perspective d'un affrontement entre catégories censées y tailler leur part. Attention les dégâts !

Céline CASSOU,  
présidente de la commission  
Économique



# Nouveau mandat

# La nouvelle équipe s'organise

La réflexion du CSE et les avis émis lors des séances mensuelles sont nourris par le travail réalisé en commissions. Plusieurs sont obligatoires : la CSSCT (Hygiène, Santé, Sécurité et Conditions de Travail) et les commissions Économie, Formation professionnelle, Égalité professionnelle. Les autres, facultatives, sont créées à la demande des élus au regard de l'importance des thématiques.

Les commissions obligatoires (présidence et commissaires) ont été installées en décembre, dès la séance de mise en place du nouveau CSE. Les commissions facultatives l'ont été lors de la séance de janvier, durant laquelle le secrétaire-adjoint de la CSSCT a également été désigné. Bien que facultatives, la commission Nouvelles technologies est un grand classique et une nécessité indiscutable dans un département tel que RATP Infrastructures. La commission Grand Paris est une nouveauté que nous présenterons à l'occasion du déménagement de l'unité GIGP dans les locaux de la Société du Grand Paris. Ce numéro du journal du CSE est l'occasion de faire le point avec deux nouveaux élus qui découvrent aussi de nouvelles responsabilités.

## Quels sont les critères ?

La technologie doit faciliter et sécuriser les tâches des agents, elle ne doit pas être un moyen de supprimer des postes. La démarche de la commission sera de partir du terrain, de la demande des agents. De voir aussi ce qui se fait ailleurs, ne serait-ce que dans les différentes unités ou dans les autres départements, notamment de la maintenance. C'est à partir de ces principes que nous interpellons la direction.

## Partir des besoins du terrain



...  
**Maxime De Aguiar,**  
président de la commission  
Nouvelles technologies

Nouvel élu, je découvre cette commission où je pourrai compter sur le soutien de David Lecler qui en était jusqu'alors le président. Avant d'essayer d'avoir une vision d'ensemble des enjeux technologiques dans le département, je m'appuie sur mon expérience professionnelle. Je suis à la VOIE à Masy-Palaiseau (nuit) et à la RATP depuis neuf ans.

## Quel est ton regard ?

Dernièrement, j'ai par exemple pu observer PERCEVAL, le « chien robot » qui fait beaucoup parler dans les unités où il est présenté. C'est spectaculaire, peut-être utile dans certains secteurs pour accéder à des endroits exigus, mais il y a bien d'autres choses à la VOIE qui mériteraient des investissements. Les exosquelettes afin de faciliter le transport de matériel lourd ou les chenillards pour déplacer les rails me semblent plus intéressants...



## Servir l'égalité dans l'entreprise



...  
Dans sa mission de référente contre le harcèlement moral, sexuel, et les agissements sexistes, Laura RUIZ GONZALEZ peut être contactée à [laura.ruiz@ratp.fr](mailto:laura.ruiz@ratp.fr)

...  
**Laura Ruiz Gonzalez,**  
présidente de la commission Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

C'est mon premier mandat d'élue, avec en outre la responsabilité de présider une commission. L'importance de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes n'est heureusement plus à démontrer, mais il reste beaucoup de progrès à accomplir. Je vais me plonger dans les comptes-rendus de ces dernières années, avec en perspective la présentation en mai du Rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes dans le département.

## Dans quels domaines progresser ?

La féminisation des emplois, l'égalité salariale, l'accès aux responsabilités... Je suis entrée à la RATP pour deux semaines d'intérim en tant qu'assistante achat. C'était en 2004. J'ai connu EST, GDI et maintenant RATP Infrastructures. Je suis acheteuse dans le groupe HA & Logistique. En dehors de la RATP, on constate dans le monde des achats une surreprésentation\* des hommes aux postes de Directeurs Achats (63 % contre 37 % pour les femmes). Mais ce n'est pas le cas aux HA de la RATP.

En revanche, les femmes sont très peu nombreuses dans notre département. En 2020, le taux de féminisation n'était que de 14,10 % ! De plus, la rémunération moyenne mensuelle brute des femmes est inférieure à celle des hommes toutes catégories confondues.

## Tu es également la référente contre le harcèlement ?

Référente contre « le harcèlement moral, sexuel, et les agissements sexistes ». C'est une responsabilité obligatoire dans les CSE depuis 2019. La mission est d'informer, d'orienter, d'accompagner les salariés confrontés à de telles situations. Je découvre aussi cette responsabilité, occupée précédemment par Bruno Lespé. Malgré l'absence d'heures de délégation spécifiques pour exercer cette mission, j'espère bien être à la hauteur !

\* étude Michael Page en partenariat avec le Conseil National des Achats.

## VISITE GUIDÉE

# Le LEM atterrit à RATP Infrastructures

Le Laboratoire des Essais et Mesures (LEM) de la RATP a rejoint le département en ce début d'année.



**T**out ce qui dans l'écosystème transport se teste, se mesure, se contrôle... c'est ici, derrière la plateforme logistique de Boissy-Saint-Léger, dans un bâtiment où il fait froid l'hiver et chaud l'été, le genre de préfabriqué construit « en attendant mieux » et qui n'en finit pas de durer. Le directeur du LEM et son responsable Hygiène Sécurité et Environnement accueillent les membres de la CSSCT et le secrétaire du

CSE venus découvrir l'unité et les mesures de protection des salariés dans leurs activités. Autrefois à VAL, le LEM a intégré le périmètre du département RATP Infrastructures, son premier client en interne (suivi de MRF). « Nous nous rapprochons ainsi du cœur du réacteur, de notre terrain de jeu : le système industriel », explique Clément Basset, le directeur, avec aussi l'espoir d'une meilleure intégration dans le cycle des projets. Le LEM repose sur trois piliers :

l'excellence technique et économique, la réactivité et l'innovation. Pas question de s'endormir sur ses compétences. La clientèle externe est gérée par EURAILTEST, façade commune constituée avec la SNCF. L'essentiel de l'activité (80%) provient de l'interne. Mais rien ne garantit les commandes, encore moins à l'avenir avec l'organisation en 2023 de l'entreprise en Business Unit (BU). Pour l'heure tout va bien : la charge varie entre trois et six mois.

## PASSAGE AUX FOURS

**L**a majorité des essais sont réalisés dans l'un ou l'autre des trois laboratoires : physico-chimie, mécanique, électricité et billettique. Pas moins de 1 200 documents, régulièrement remis à jour, sont nécessaires pour décrire les multiples activités. Le regroupement à Boissy remonte principalement à 1997 (l'équipe « air » a quitté Jules-Vallès en 2007). De l'un à l'autre labo, on souffle, on brûle, on presse... Les chefs de pôles présentent avec fierté les équipements et les travaux des équipes : « Nous sommes très forts pour le sur-mesure... Les seuls à faire de la réaction au feu en matière ferroviaire, etc. » Autre point fort : les essais normatifs dont quinze ont déjà reçu le label du Comité

Français d'Accréditation (COFRAC). C'est un gage de qualité et d'indépendance. Mais peut-on être indépendant au sein de sa propre entreprise ? « Laisse tomber, c'est la même maison ! » Un élu rapporte les doutes des collègues sur les résultats d'expertises internes. Au contraire, défend Clément Basset, alignant à l'appui chartes, audits, homologations, certifications... Évoquant aussi une identité forgée par une longue expérience arbitrale, notamment entre le Gestionnaire d'Infrastructures (GI) et l'Opérateur de Transports OT : « Tu accuses mes rails... Tu accuses mes roues. » Conclusion : l'indépendance est autant nécessaire au travail scientifique qu'à la sécurité de tous.



### CHIFFRE

# 67

**agents**, dont environ un tiers d'ingénieurs et docteurs, une moitié de techniciens supérieurs, quelques opérateurs et techniciens.

### LE MYSTÈRE DE L'AIGUILLE

Initié par le client, les rapports d'essais (2000 par an) peuvent être l'affaire de quelques heures comme de plusieurs années. Sur l'établi « d'opération » du pôle mécanique, voici par exemple (photo) une partie de l'aiguillage mis en cause dans le déraillement du RER B en juin 2020 à Denfert-Rochereau. Les premières analyses (et le travail des équipes de maintenance) ont permis la reprise du trafic après quatre jours. Depuis, pour comprendre, le rail a été observé, mesuré, scanné, découpé en rondelle, passé au microscope... et l'enquête se poursuit.

# LE CSE, C'EST QUOI ?

Le Comité Social et Économique, issu de la réforme du Code du travail (ordonnances Macron de 2017), a succédé aux CDEP, CHSCT et DP. Dans des conditions moins favorables aux représentants du personnel, il a repris les prérogatives des trois précédentes instances.

C'est un lieu d'information et de débat sur les politiques de notre département et de l'entreprise. Les avis émis par le CSE restent cependant consultatifs.

Les élus sont des collègues que vous pouvez par conséquent consulter sur les questions d'organisation, de conditions de travail et de sécurité. Ils sont 50 (titulaires et suppléants), mais seuls 25 siègent en séance. C'est le moment central autour duquel l'activité du CSE s'organise. Le bureau administre le CSE et anime le travail collectif, les commissions se réunissent pour étudier les dossiers et préparer la séance.

## ENSEMBLE

LE JOURNAL DES ÉLUS  
DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE  
DE RATP INFRASTRUCTURES

N°22 - MARS 2022

### Directeur de la publication

Éric Turban ;

### Comité de rédaction :

Valentin Lereudu,  
Céline Cassou, Christian Parot ;

### Conception éditoriale

Nicolas Duffour ;

### Direction artistique et mise en page

Denis Pichelin ;

### Dessins

Tanguy Le Bihan ;

### Photos

Les agents eux-mêmes.

### Impression

GRAPHO12



## VOS REPRÉSENTANT·E·S AU CSE RATP INFRASTRUCTURES

### LE BUREAU



**Éric TURBAN,**  
secrétaire du CSE  
> CGT élu titulaire  
(également élu au CSEC)



**Céline CASSOU,**  
secrétaire-adjointe  
> CGT élue titulaire



**David LECLER,**  
trésorier  
> CGT élu titulaire



**Tarris Lawson ANDET-ASSANA,**  
trésorier-adjoint  
> CGT élu titulaire



**Christian PAROT,**  
secrétaire de la Commission  
Santé Sécurité et Conditions  
de Travail (CSSCT)  
> CGT élu titulaire

### LES PRÉSIDENT·E·S DE COMMISSION



**Céline CASSOU,**  
présidente de la commission  
Économique  
> CGT élue titulaire



**Maxime DE AGUIAR,**  
président de la commission  
Nouvelles technologies  
> CGT élu titulaire



**Pascal LAMBERT,**  
président de la commission  
Formation professionnelle  
> CGT élu titulaire  
(également élu au CSEC)



**Laura RUIZ GONZALEZ,**  
présidente de la commission  
Égalité professionnelle  
> CGT élue suppléante

**Laura RUIZ GONZALEZ,**  
référénte harcèlement  
moral, sexuel, et  
agissements sexistes.  
laura.ruiz@ratp.fr

### LES AUTRES ÉLU·E·S

#### TITULAIRES

**Halim BENGUEDDOUDJ**

UNSA

**Benjamin BROUCHET**

CGT

**Frédéric CAPON**

CGT

**Wady DEBBABI**

FO-SUD

**Lætitia DEVRIENDT**

UNSA

**Claude-Myriame DIOMANDE**

CGT

**Malvina GAVARD**

CFE-CGC

**Frédéric GRANDO**

CFE-CGC

**Carole HENRION**

CGT

**Abdelhakim KHELLAF**

CGT

(également élu au CSEC)

**Valentin LERENDU**

CGT

**François MELO DELGADO**

UNSA

**Jean-René MORVAN**

CGT

**Farida OMARI**

CFE-CGC

**Teddy PELLETIER**

FO-SUD

**Laurent RENAUDIN**

CGT

**Sylvain ROUSSEL**

Sans étiquette

**Angel RUZA**

CFE-CGC

#### SUPLÉANT·E·S

**Mathieu AH-SAM**

FO-SUD

**Delphine AMIGUET**

CFE-CGC

**Jamel AMOUNI**

FO-SUD

**Imed BARKALLAH**

CFE-CGC

**André BAZIN**

CGT

(également élu au CSEC)

**Stéphane BONNENFANT**

CGT

**Sébastien CHARVIER**

UNSA

**Romain DESTRIEZ**

UNSA

**Nacim GAID**

CGT

**Christophe HARDY**

CGT

**Fabrice KELLER**

CGT

**Michel LAMBOLEY**

CGT

**Stéphane LEFIEF**

CGT

**Didier LEFORESTIER**

CFE-CGC

**Sébastien LESGENT**

CGT

**Jean-Claude MARQUES**

UNSA

**Marc MURATI**

CGT

**Frédéric PULGAS**

CFE-CGC

**Nuno RIBEIRO**

CGT

**Rudy ROMERO**

CGT

**Tatiana SAINGRAIN**

UNSA

**Grégoire SANTINI**

CGT

**Demba SEMEGA**

CGT

### LES MEMBRES DE LA CSSCT



**Christian PAROT,**  
secrétaire



**Jean-René MORVAN,**  
secrétaire-adjoint

**Benjamin BROUCHET,**  
**Frédéric CAPON,**  
**Sylvain ROUSSEL,**  
**Demba SEMEGA**